



En solidarité avec les réfugiés et les migrants forcés vénézuéliens, les organisations jésuites et Clamor Network appellent à un engagement plus fort de la communauté internationale lors de la prochaine Conférence internationale des donateurs au Canada.

Nous, les organisations soussignées de la Compagnie de Jésus et Clamor Network, nous adressons aux représentants des États et aux délégués à la Conférence internationale des donateurs en solidarité avec les réfugiés et les migrants vénézuéliens pour qu'ils rendent compte de la réalité que vivent actuellement les [5,6 millions](#) de migrants forcés et de réfugiés vénézuéliens et, à partir de l'expérience d'accompagnement, de défense et de promotion de leurs droits, présentent des recommandations pour orienter les actions et les résultats.

Comme l'a reconnu la Conférence des donateurs de 2020, la crise vénézuélienne est multidimensionnelle et les efforts de réponse conjoints ne peuvent être retardés. Nous insistons sur une solution démocratique et pacifique à la crise, car tant que la cause persistera, la migration restera pour beaucoup la seule issue pour sauvegarder leur vie. Il est nécessaire de reconnaître que la migration vénézuélienne est forcée, et par conséquent, de considérer la population vénézuélienne comme des personnes ayant besoin de protection internationale dans le contexte de flux mixtes et massifs, ce qui suggère une réponse institutionnelle globale, surtout lorsque [les effets de l'urgence sanitaire COVID-19](#) génèrent un double impact parmi la population migrante.

La réalité migratoire. Compte tenu de la nature permanente et précaire de la migration en provenance du Venezuela, nous appelons à un plus grand effort et engagement politique de la part de tous les États. Concrètement, il est nécessaire de :

1. Fournir une assistance humanitaire à la population du [Venezuela](#), ainsi qu'aux "[marcheurs](#)" qui, en raison du manque de soutien économique et de protection, continuent de traverser le continent à pied. Avant de franchir les frontières internationales, ils subissent des déplacements internes forcés et sont exposés à l'insécurité des acteurs légaux et [illégaux](#).
2. Reconnaître les [vulnérabilités](#) pendant le transit international et minimiser les risques associés, tels que la séparation familiale entraînant une augmentation du nombre [d'enfants et d'adolescents non accompagnés](#), le choix de moyens de migration peu sûrs, ce qui peut conduire à la perte d'enfants et d'adolescents, et à la perte de leur famille. Nous demandons qu'on mette fin aux [tragédies en mer](#) et aux disparitions forcées.
3. Aborder la migration dans les pays de destination avec les plus hauts standards de protection et promouvoir les droits de l'homme dans toutes les décisions politiques.
4. Promouvoir l'intégration d'une perspective de genre pour prévenir et éradiquer les diverses formes de discrimination et de violence spécifique auxquelles sont confrontées les femmes, les filles et les personnes LGBTQ+ dans les différentes phases du processus de migration.
5. S'abstenir d'utiliser la question de la migration forcée vénézuélienne à des fins électorales ou avec des discours de haine qui conduisent à des épisodes de violence et favorisent la discrimination et la xénophobie.

Fermeture et militarisation des frontières. Des mesures visant à contenir la pandémie avec une approche de sécurité nationale ont été utilisées pour empêcher l'entrée dans différents pays. Cependant, les flux migratoires ne s'arrêtent pas et les migrants sont contraints d'entrer par des passages non réguliers, ce qui fait qu'ils deviennent victimes de la traite et du trafic, du refoulement, de la [détention](#) et des déportations massives, comme c'est le cas au [Chili](#) et au [Brésil](#). En bref, ceux qui migrent sont confrontés à des risques accrus, c'est pourquoi nous demandons:

6. Une approche de la migration qui respecte les [droits de l'homme](#) et répond à des normes humanitaires minimales telles que des [couloirs de transit](#) pour éviter que les migrants ne soient bloqués aux frontières, réduisant ainsi la pression sur les ressources des communautés historiquement appauvries.
7. Adopter la recommandation du [HCR](#) de reconnaître le besoin de protection internationale de la population vénézuélienne. Compte tenu des faibles taux de reconnaissance, il est important de renforcer les systèmes d'asile (sur le plan opérationnel, technique et financier) et de garantir une [procédure régulière](#).
8. Adapter les cadres réglementaires et concevoir des politiques publiques de régularisation qui facilitent l'intégration des migrants et leur offrent une [protection complémentaire](#). Nous reconnaissons les efforts du Brésil à travers l'opération Welcome pour intégrer la population vénézuélienne.
9. Établir des processus de régularisation pour ceux qui sont en situation irrégulière. Nous encourageons les pays à développer des mesures telles que le statut de protection temporaire colombien et soutenons ces [recommandations de la société civile](#). Nous invitons également les États à considérer les programmes de réinstallation comme une opportunité de régularisation.
10. Atténuer les difficultés générées par les [services consulaires](#) vénézuéliens, et la difficulté d'accès aux documents d'identité qui conditionnent la régularisation.
11. Promouvoir la solidarité, l'hospitalité et l'accueil en tant que principes qui nous permettent de reconnaître et de valoriser les aspects positifs de la migration et de tirer parti de ses avantages pour tous.

Les droits de l'homme. Le respect de la dignité humaine et l'accès aux droits fondamentaux doivent être indépendants du statut migratoire. Afin de réduire le manque de protection et de garantir l'accès aux droits, nous recommandons :

12. **La santé.** Promouvoir l'accès universel aux vaccins COVID-19 et inclure les populations migrantes dans les plans nationaux de vaccination. Reconnaître les autres maladies chroniques affectant la population migrante, y compris la santé mentale.
13. **L'éducation.** Veiller à l'intérêt supérieur des enfants et des adolescents en recherchant des mécanismes garantissant leur accès à une éducation de qualité, en fournissant les ressources, y compris technologiques, pour rendre cela possible.
14. **Revenus et moyens de subsistance.** Renforcer les possibilités de génération de revenus et de moyens de subsistance. Les migrants devraient également être inclus dans les mesures d'aide d'urgence et de relance économique, quel que soit leur statut.

Financement. Cette conférence est l'occasion d'atteindre les objectifs fixés l'année dernière et d'engager des ressources supplémentaires pour les réaliser. Afin de fournir une réponse coordonnée entre les parties prenantes, les États et les organisations internationales doivent :

15. Cogérer les ressources avec les organisations de la société civile qui ont fait leurs preuves dans l'accompagnement des populations migrantes et avec les organisations de migrants de la diaspora, en tant qu'acteurs subsidiaires et complémentaires.

16. Assurer la participation de la société civile aux instances intergouvernementales régionales telles que le Processus de Quito pour apporter leurs connaissances et leurs expériences.
17. Recentrer le financement en tenant compte des impacts sociaux et économiques de la pandémie dans la région afin que les critères d'assistance reflètent la nouvelle réalité et les besoins des migrants et réfugiés vénézuéliens.
18. Offrir une réponse coordonnée entre les États régionaux et les gouvernements locaux en reconnaissant le rôle des processus d'intégration et d'accueil, en favorisant les approches énoncées par la [Déclaration et le Plan d'action du Brésil de 2014](#).
19. Conditionner le soutien politique et financier au respect des engagements internationaux en matière de droits de l'homme et à l'attention portée aux populations vulnérables.
20. Rendre compte de l'utilisation des ressources de la coopération internationale sur la base des principes de transparence et d'égalité de traitement dans leur allocation et leur gestion.

Contacts

María Teresa Urueña B, Jesuit Network with Migrants -LAC
incidencia@redjesuitaconmigranteslac.org

Lucía Rodríguez, Entreculturas-Fe y Alegría Spain
l.rodriguez@entreculturas.org

Giulia McPherson, JRS/USA
giulia.mcpherson@jrsusa.org

Norbert Piché, JRS/Canada
npiche@jesuites.org

Oscar Calderón, JRS/LAC
oscar.calderon@jrs.net

Organisations signataires

Alboan
Canadian Jesuits International
Entreculturas
Federación Internacional Fe y Alegría
Ignatian Advocacy Network of Migration – GIAN Migration
Jesuit Refugee Service - JRS
Magis Americas
Red CLAMOR
Red Jesuita con Migrantes - RJM-LAC